

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 35

**MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 452: PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	14
2.2.	PROGRAMME 453: DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	19
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	23
2.3.	PROGRAMME 454: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	29
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	30
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	30
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	31
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	33
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	43

3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	44
3.2.	LEÇONS APPRISES	47
3.3.	PERSPECTIVES	47

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Les trois (3) programmes du MINEFOP ont été mis en œuvre dans un contexte globale marqué par :

- la première publication du nombre d'emplois créés dans les secteurs modernes de l'économie entraînant un grand intérêt pour la comptabilisation de ces emplois ;
- l'élaboration d'un plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance dont la mise en œuvre pourra générer des milliers d'emplois pour les jeunes ;
- la poursuite de la réalisation des grands projets d'investissement qui nécessite l'utilisation de la main d'œuvre locale à travers les approches HIMO et un transfert effectif des compétences aux Camerounais;
- La création par le Premier Ministre Chef du Gouvernement par un Comité Interministériel de Suivi des Emplois (CISE) ;
- L'insuffisance d'infrastructures et d'équipements des structures du MINEFOP qui depuis sa création en 2004, n'a pas encore reçu suffisamment de ressources financières pour se doter d'infrastructures devant abriter ses services déconcentrés et ses structures de formation professionnelle ;

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le document de stratégie pour la croissance et l'emploi matérialise la volonté du chef de l'Etat, son Excellence Paul Biya, de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Cette stratégie est axée sur l'accélération de la croissance, la création d'emploi formel et la réduction de la pauvreté. Le capital humain revêt aussi une importance fondamentale dans la stratégie dans la mesure où la qualité de sa mise en œuvre dépend des compétences des populations du Cameroun en général. C'est ainsi que la stratégie de l'emploi adresse la question de l'emploi à travers (i) l'accroissement de l'offre d'emploi, (ii) la mise en adéquation de la demande d'emploi et (iii) l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi. La formation professionnelle entre dans le cadre de la stratégie de la croissance qui prévoit une mise en adéquation de la formation avec les besoins en compétences du marché de l'emploi. Pour la mise en œuvre de ces stratégies, le Ministère de l'Emploi et la Formation Professionnelle s'est donné pour objectif stratégique de « Contribuer à l'accroissement de l'offre d'emplois décents à travers le développement de l'offre et de la qualité de la formation professionnelle, l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi et l'insertion professionnelle d'au moins 50. 000 chercheurs d'emplois par an ». Pour atteindre cet objectif, le MINEFOP a mis en œuvre trois (3) programmes au titre de l'exercice 2014 : le programme 452 sur la promotion de l'emploi décent ; le programme 453 pour le développement de la formation professionnelle pour ce qui est des programmes opérationnels et le programme 454 sur la gouvernance et l'appui institutionnel au sous-secteur emploi et formation professionnelle comme programme support.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, il définit la politique du Gouvernement en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelles.

A ce titre il est chargé :

- de l'élaboration de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- des études sur l'évolution de l'emploi et du marché du travail ;
- des études sur l'évolution des qualifications des emplois ;
- de la promotion de l'emploi ;
- de la définition des programmes de formation et d'insertion professionnelles en liaison avec les administrations et organismes concernés ;
- de la définition des normes d'organisation des systèmes d'apprentissage et de qualification professionnelle et du contrôle de leur application ;
- de la conception et de l'organisation des activités de formation à cycles courts ;
- de l'orientation et du placement de la main d'œuvre ;
- de l'organisation et du suivi de l'insertion professionnelle des jeunes formés ;
- de l'organisation des activités de recyclage ou de requalification pour les travailleurs en activité et ceux ayant perdu leur emploi.
- du suivi de l'adéquation formation-emploi ;
- des relations avec les entreprises et les organisations professionnelles en liaison avec les départements ministériels sectoriels concernés ;
- du suivi et du contrôle des structures de formation professionnelle en liaison avec les départements ministériels sectoriels concernés.

Pour assurer la mise en œuvre de ses missions à travers l'ensemble du territoire national, le MINEFOP est organisé en services centraux, services déconcentrés, services rattachés et organismes sous tutelle (le Fonds National de l'Emploi (FNE), 10 Délégations régionales, 58 Délégations départementales, 06 Centres de formation Professionnelle, 262 SAR/SM fonctionnelles, un Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle (ONEFOP), et du Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur informel (PIAASI).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les actions du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au titre de l'exercice 2014 se sont réalisées dans un contexte marqué par :

- la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants (grands chantiers) ;
- la stagnation de la croissance économique (baisse des coûts de pétrole) ;
- la signature du décret fixant les conditions de recours et d'application aux approches Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) ;
- le maillage progressif du système de collecte des données ;
- l'appropriation des procédures de mise en œuvre du budget programme ;
- la mise en place des réseaux de collecte de données ;
- l'application des dispositions de la loi fixant les incitations à l'investissement privé au Cameroun ;

- la mise en place de l'agence de promotion de petites et moyennes entreprises ;
 - la poursuite de la mise en œuvre des 03 CFPE ;
 - la poursuite du transfert des compétences et des moyens aux collectivités territoriales décentralisées ;
 - le démarrage du projet de construction et d'équipement de CFM et CFPS sur fonds C2D de 2ème génération ;
 - le démarrage du projet de construction de l'Institut National de Formation des Formateurs et de Développement des Programmes ;
 - la faiblesse des moyens budgétaires pour la coordination des activités.
 - l'insuffisance des infrastructures et de mobilier ;
 - le manque d'automatisation des processus internes au MINEFOP
- L'insuffisance de ressources.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

Comme autres faits majeurs, il faut relever que malgré les plaidoyers fait pour le renforcement des ressources pour le financement de la formation professionnelle, celles-ci reste marginales relativement au budget total du secteur de l'éducation (moins de 3%).

Il est aussi nécessaire de préciser que le budget d'investissement du MINEFOP est constitué à plus de 70% de ressources extérieures pour des projets ciblés, le reste ne couvrant pas les besoins en infrastructures et en équipements des nombreuses SAR/SM.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 452

PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Responsable du programme

NJIMBON Etienne
DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 452 sur la promotion de l'emploi décent a pour objectif de promouvoir l'emploi décent au sein de la population active avec pour indicateur le nombre d'emploi créé par an. La stratégie adoptée pour atteindre cet objectif passe par la mise en place d'un cadre juridique adapté pour la promotion de la création d'emplois décent pour toutes les couches de la population. Le taux de chômage élargi étant d'environ 14%, ne traduit pas la situation réelle du marché de l'emploi profondément marqué par un taux de sous-emploi atteignant 70% avec une large prédominance du secteur informel qui emploie presque 90% de la population active. Ce programme promeut donc l'auto-emploi des jeunes et l'appui financier et technique aux acteurs du secteur informel pour les faire migrer du secteur informel précaire vers le secteur formel plus profitable. L'accent est également mis sur le développement du système d'insertion professionnelle pour favoriser l'insertion des jeunes diplômés dans les entreprises afin de réduire le taux de chômage. La densification et la mise en œuvre des partenariats entre le secteur public et privé est aussi de mise pour la création des emplois et l'insertion professionnelle chapeauté par l'amélioration des informations sur l'emploi, notamment la situation du marché de l'emploi, les notes de conjonctures sur l'emploi.

OBJECTIF	Promouvoir l'emploi décent pour la population active	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'emplois créés par an
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	200000.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	250000.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ELABORATION DES INSTRUMENTS STRATEGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI Action 02: PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI Action 03: DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE Action 04: PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS Action 05: AMELIORATION DE L'INFORMATION SUR L'EMPLOI	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 892 000 000	CP 1 847 000 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NJIMBON Etienne, DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- Poursuite de la mise en œuvre des projets structurants (grands chantiers) ;
- Stagnation de la croissance économique (baisse des coûts de pétrole) ;
- Signature du décret fixant les conditions de recours et d'application aux approches Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) ;
- Maillage progressif du système de collecte des données ;
- Appropriation des procédures de mise en œuvre du budget programme ;

- Mise en place des réseaux de collecte de données ;
- Application des dispositions de la loi fixant les incitations à l'investissement privé au Cameroun ;

Mise en place de l'agence de promotion des petites et moyennes entreprises

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du Programme de Promotion de l'Emploi (programme 452) est de promouvoir l'emploi décent en faveur de la population active avec pour indicateur principal, **le nombre d'emplois créés**. Il s'agissait au cours de l'année 2014 de poursuivre la mise en place des mécanismes favorables pour créer les emplois décents au bénéfice de toutes les tranches de la population en général et spécifiquement en faveur des jeunes. Ces mécanismes sont entre autres l'élaboration des instruments juridiques, les cadres d'orientation, de suivi et d'évaluation des initiatives de promotion de l'emploi ainsi que l'accompagnement des projets de création massive d'emplois.

La création d'emplois proprement dite étant spécifique aux structures productrices, il a été principalement question de comptabiliser les emplois générés pour que soit matérialisé la capacité de l'économie à créer des emplois.

Comme actions favorisant la création d'emploi, comme par le passé, le MINEFOP est resté fidèle à l'appui technique et financier des promoteurs porteurs de microprojets créateurs d'emplois. En 2014, bien qu'ayant été réduits, les fonds réservés à ce volet représentaient près de 56% (1 milliard) du budget alloué au Programme de Promotion de l'Emploi Décent. Ce qui a permis de financer davantage de microprojets et favoriser la création d'emplois. En réalité, 560 microprojets, contre 845 en 2013, ont été financés par le Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI) pour une estimation de 2240 emplois créés. Cette contre-performance s'explique par la réduction de près de 50% du budget alloués à cette structure en 2014.

Les résultats obtenus par le PIAASI ont été possibles grâce entre autres à la mise en place par cette structure des cadres de partenariat avec certaines communes.

Sur le plan de la Comptabilisation des emplois, d'une manière générale, les résultats obtenus en fin d'année 2014 montrent que 283 443 emplois ont été créés par l'économie. Un chiffre en augmentation de plus de 13% par rapport aux prévisions de création d'emplois de l'ordre de 250 000 estimées en début d'année. Ce qui ressort un taux de réalisation technique de 113, 37%.

Grâce à la mise en place d'un mécanisme de collecte, traitement et analyse des données sur l'Emploi, qui reste à parfaire, le MINEFOP a pu décompter tous ces emplois. Il s'est agi de s'intéresser à tous les secteurs susceptibles de créer des emplois, notamment les entreprises privées, les structures d'appui aux microprojets, la fonction publique, les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), les Etablissements Publics Administratifs (EPA) et les Entreprises du Secteur Public et Parapublic. Les moyens dotés à l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP) ont permis à cette structure d'être au

centre de cette activité.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	283 443 emplois créés	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	113,37%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 510 436 980	CP 1 465 436 980
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 461 999 715	CP 1 802 594 251
TAUX DE CONSOMMATION	96,8 %	123 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	— Maillage progressif du système de collecte des données (FNE, PIAASI, ONEFOP) ; — Mise en place des réseaux de collecte et comptabilisation des emplois générés par le BIP ; Captage des emplois les chantiers démonstratifs HIMO ;	
PERSPECTIVES 2015	— Maillage progressif du système de collecte des données (FNE, PIAASI, ONEFOP) ; — Mise en place des réseaux de collecte et comptabilisation des emplois générés par le BIP ; - Captage des emplois dans les chantiers démonstratifs HIMO ;	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 ELABORATION DES INSTRUMENTS STRATEGIQUES DE PROMOTION DE L'EMPLOI									
OBJECTIF	Mettre en place un cadre intégré et cohérent de promotion, de gestion de l'emploi et de la main d'œuvre								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes juridiques sur l'emploi/main d'œuvre élaborés et mis en œuvre				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 14,28%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	121 000 000	76 000 000	119 396 228	74 396 228	79 044 467	71 296 194	66,2 %	95,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en cohérence des initiatives en faveur de la promotion de l'emploi décent (réforme du Fonds National de l'Emploi, création du guichet unique pour l'emploi, conseil national de l'emploi) ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Rapport final de l'étude sur les créneaux porteurs d'emplois ; - Rapport final de l'étude sur les profils emplois/métiers par zone agro écologique ; - Rapport décennal de mise en œuvre des recommandations du sommet extraordinaire sur l'emploi et la pauvreté d'Ouagadougou. - 01 texte sur les modalités de recours aux approches HIMO signé du PM.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Non programmation de certains projets de textes relatifs à la promotion de l'emploi décent pour la première année (texte sur le travail temporaire, texte sur l'emploi domestique, texte sur l'emploi local, texte sur le recrutement, texte sur le contrat de génération...; - Attente de la promulgation du nouveau code du travail en cours.								
Perspectives 2015	- Réalisation d'une étude sur le contrat de génération ; - Elaboration des outils nécessaires à l'application du cadre juridique sur HIMO ; - Actualisation du Plan d'action pour l'emploi des jeunes (PANEJ).								

Action 02 PROMOTION DE L'AUTO-EMPLOI

OBJECTIF	Développer l'entrepreneuriat jeune et structurer les micros entreprises								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'unités de production structurées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 11,2%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		4000.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		5000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		560						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Taux d'informalisation en réduction ; Signature des conventions de partenariat entre le PIAASI et certaines communes								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 260 microprojets de groupes et associations de femmes et des handicapés financés ; - 300 microprojets de jeunes à travers le partenariat avec les communes signataires des conventions avec le PIAASI ; - 560 emplois directs créés et 1680 emplois indirects, (ce qui donne un total de 2240) - Renforcement des capacités techniques et managériales de 560 bénéficiaires de microcrédits ; - Renforcement de capacités administratives de 50 cadres du PIAASI - Relèvement du taux de recouvrement de 55% à 60%; - Mise en œuvre effective des conventions de partenariats déjà signées avec 30 communes ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- les données collectées pour renseigner l'indicateur ne concernent que le Budget du PIAASI, celles relevées par le FNE n'ont pas été pris en compte, son évaluation faisant l'objet d'un document particulier ; il convient de rappeler que par rapport aux objectifs de 2014 pour le PIAASI, le pourcentage inscrit dans cette action est appréciable parce qu'il est de l'ordre de 56% (560 microprojets appuyés pour une cible de 1000 en 2014). - Budget du PIAASI diminué à presque 50% en 2014 ; - Incompréhension des termes de conventions par certaines communes.								
Perspectives 2015	- Poursuite de la signature des conventions de partenariats entre le PIAASI et les Communes ; - Appui à l'organisation, la formation et financement des acteurs du secteur informel installés dans le septentrion et les projets structurants ; - Organisation de séminaires régionaux de capitalisation des impacts du PIAASI (1000 jeunes promoteurs, soit 100 par région) ;								

Action 03 DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Réduire le taux de chômage des jeunes diplômés								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes insérées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 41,23%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		120000.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		150000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		61859						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	76 500 000	76 500 000	76 149 465	76 149 465	73 166 197	56 509 006	96,1 %	74,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Poursuite de la mise en œuvre des projets structurants								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 1557 contrats de travail des expatriés visés ; - 79 entreprises de travail temporaires agréées par le MINEFOP ; - 84 entreprises misent en demeure et suspendues par le MINEFOP - Concertation tenues avec les entreprises chinoises (03 concertations) et VIETEL (02 concertations) ; - Deux missions de contrôle effectuées dans les régions du Centre, Littorale et Sud-ouest, - 14036 travailleurs nationaux insérés dans les grands chantiers ; - Logiciel de gestion du Fichier de la main d'œuvre expatriée opérationnel								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Ces statistiques ne tiennent pas compte des performances du FNE qui relèveraient les taux de réduction du chômage (en intégrant les 65 000 nouveaux emplois recensés) ; - Par rapport à la projection triennale de 150 000 on peut dire que le taux de réalisation de 41,23% est satisfaisant pour la première année. - Cependant on note un manque de maîtrise des données des entreprises de travail temporaire clandestines ; - Difficultés à capter encore tous les recrutements effectifs dans le secteur formel ; - Non harmonisation des outils de collecte adressée aux structures. - Recul du recrutement dans certains grands chantiers en phase d'exploitation;								
Perspectives 2015	- Poursuite de l'assainissement des activités de travail temporaire ; - Actualisation de la carte géographique des emplois/métiers ;								

Action 04 PARTENARIAT ET PROMOTION DES EMPLOIS

OBJECTIF	Créer le maximum d'emplois								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'emplois générés par les projets (partenariat et autres)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		45000.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		60000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	447 000 000	447 000 000	75 784 780	75 784 780	73 234 779	438 234 779	96,6 %	578,3 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Dynamisation de l'économie à travers la promotion de l'initiative du partenariat public-privé mis en place par le partenariat ; - Implication accru des partenaires au développement dans les activités bénéfiques à la création d'emploi ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 40 membres de l'équipe opérationnelle du MINEFOP formés sur la méthodologie d'élaboration du ROMEc et ROAME ; - 30 responsables des ressources humaines des entreprises publiques et privées formés sur la GPEC ; - Guide pratique des migrations professionnelles produit et édité.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Initialement, l'indicateur pour cette action correspondait au nombre d'emploi créé à travers les partenariats public-privé. Compte tenu de la nécessité de mettre en place certains préalables permettant d'outiller les responsables des ressources humaines des entreprises bénéficiant des cadres de partenariat mis en place, il est apparu opportun de ne plus évalué en terme de quantité d'emploi mais plutôt en nombre de partenariats signés Aussi, les éventuelles partenariats à signer sont en cours et devront faire l'objet d'évaluation avant la fin du programme triennale								
Perspectives 2015	- Revoir l'objectif et l'indicateur de l'action ; En 2015 l'objectif et l'indicateur deviennent respectivement : - Développer un partenariat efficace avec toutes les parties prenantes dans le domaine de l'emploi - Nombres de conventions de partenariats et cadres de collaboration conclus								

Action 05 AMELIORATION DE L'INFORMATION SUR L'EMPLOI

OBJECTIF	Rendre disponible les informations statistiques sur l'emploi								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications statistiques produites et diffusées.				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 77,77%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		9.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		7						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	187 500 000	187 500 000	179 106 507	179 106 507	176 554 272	176 554 272	98,6 %	98,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Faible transparence du marché de l'emploi ; - Pluralité d'acteurs dans la production des informations sur l'emploi (manque de coordination); - Non formalisation des outils et des indicateurs, notamment ceux de l'emploi décent ;								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	• 1 annuaire statistique 2013 sur l'emploi et la formation professionnelle produit • bilan Emploi/Formation produit; • Capacités des points focaux de l'ONEFOP renforcées sur le SIS ; • 2 notes de conjoncture sur l'emploi élaboré pour le 2ème semestre 2013 et 1^{er} semestre 2014 • 5 cahiers de l'ONEFOP élaborés ; • 1 rencontre thématique organisée ; • Système d'information statistique (SIS) fonctionnel au sein du MINEFOP conçu et mis en place ; • Un carrefour des métiers et bourse de l'emploi organisé								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Réticence des entreprises dans la production des données ; - Activation du réseau des points focaux régionaux et départementaux ; - Modicité des moyens financiers;								
Perspectives 2015	- Elaboration de l'annuaire statistique, édition 2014 ; - Organisation du carrefour des métiers et bourse de l'emploi ; - Elaboration des cahiers de l'ONEFOP ; - Elaboration des notes de conjoncture								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 453

DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

ESSECK David
DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 453 sur le développement de la formation professionnelle a pour objectif d'accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif. Il est question ici de mettre l'offre de formation professionnelle en adéquation avec les besoins en compétences du marché de l'emploi. A cet effet, ce programme mesure le nombre de personnes encadrées dans le cadre d'une formation professionnelle. Pour y parvenir, la stratégie adoptée vise l'amélioration de l'offre de formation professionnelle afin de Favoriser l'accès d'un plus grand nombre de camerounais à la formation professionnelle. Par la suite, l'amélioration de la qualité de la formation et la diversification des modes de formation professionnelle afin d'avoir un taux d'insertion satisfaisant au terme de la formation. La stratégie pour ce programme vise aussi le renforcement du système d'orientation professionnelle par l'opérationnalisation de nouvelles structures d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle à travers toute l'étendue du territoire. L'octroi des bourses aux centres de formation privés et aux demandeurs de formation professionnelle sera poursuivi et les informations sur la formation professionnelle sera produite et rendues accessibles.

OBJECTIF	Accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif	
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'apprenants encadrés dans le cadre d'une formation professionnelle
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	40000.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	60000.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	AMÉLIORATION QUANTITATIVE DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
	Action 02:	AMELIORATION DE LA QUALITE ET DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
	Action 03:	DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
	Action 04:	AMELIORATION DE L'ACCES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE
	Action 05:	AMELIORATION DE L'INFORMATION SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DOTATIONS INITIALES	AE 11 530 726 000	CP 11 500 726 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ESSECK David, DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'action s'est exécutée dans un contexte caractérisé par:

- la poursuite de la mise en œuvre des 03 CFPE ;
- la poursuite du transfert des compétences et des moyens aux collectivités territoriales décentralisées ;
- le démarrage du projet de construction et d'équipement de CFM et CFPS sur fonds C2D de 2^{ème} génération ;
- le démarrage du projet de construction du Centre de Formation des Formateurs et de

développement des programmes ;

la faiblesse des moyens budgétaires pour la coordination des activités.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif visé du Programme de Développement de la Formation Professionnelle (programme 453) est d'accroître l'employabilité de la population active en adéquation avec les besoins du système productif. Il s'agissait au cours de l'année 2014:

d'améliorer la qualité et la diversification de l'offre professionnelle à travers la poursuite de la mise en œuvre des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence, le démarrage du projet de construction et d'équipement de CFM et CFPS sur fonds C2D de 2ème génération, la construction et Equipement de l'Institut de formation des formateurs et du développement des programmes avec l'appui de la Corée du Sud (KOICA) et la construction ou réhabilitation des infrastructures dans les Structures de Formation Professionnelle.

A travers l'Amélioration de la qualité et de la diversification de l'offre de formation professionnelle, on note l'élaboration de nouveaux référentiels selon l'APC, la Poursuite de l'élaboration et diffusion de la carte de formations professionnelles.

L'équipement et l'amélioration du fonctionnement des Centres d'Orientation Scolaires Universitaires et Professionnels et l'octroi des bourses de formation.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	45000	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 11 972 263 647	CP 11 942 263 647
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 11 386 876 352	CP 11 265 160 112
TAUX DE CONSOMMATION	95,1 %	94,3 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- Retard dans la construction et l'équipement des Centres de formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Sangmélina, Douala et Limbe, - Retard dans la transformation des SAR/SM en Centres de Formation aux Métiers (CFM).	

PERSPECTIVES 2015	Pour un meilleur résultat, nous prévoyons : - l'achèvement des travaux de construction et d'équipement des trois CFPE de Sangmélima, Douala et Limbe et leur opérationnalisation ; - poursuivre l'amélioration des infrastructures par la construction et l'équipement des salles de classe et des ateliers dans les structures publiques de formation professionnelle ; - poursuivre l'assainissement des structures privées de formation professionnelle ; - poursuivre l'amélioration des plateaux techniques par l'acquisition des kits de formation ; - l'organisation du forum national sur l'apprentissage ; - la mise sur pied d'un mécanisme de suivi de l'insertion des sortants du système de formation professionnelle ; - le renforcement des partenariats avec le système productif et les organisations professionnelles pour faciliter l'insertion. - Poursuivre avec l'élaboration des référentiels de formation selon l'Approche par Compétences ; - Poursuivre de la politique d'octroi de bourses et de subventions ; - Poursuivre de l'assainissement des structures privées de formation professionnelle par la fermeture systématique des structures clandestines ; - Formation des formateurs à l'Approche Par les Compétences : - La mise en place d'un système de formation à distance pour augmenter l'accès aux formations et permettre la mobilité des formés ; - Mise en place d'une plate-forme de coordination de l'ensemble de la formation professionnelle
------------------------------	---

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMÉLIORATION QUANTITATIVE DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE									
OBJECTIF	Favoriser l'accès d'un plus grand nombre de camerounais à la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'apprenants formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 78,64%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		44000.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		55000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		43250						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	10 908 226 000	10 878 226 000	11 358 534 991	11 328 534 991	10 816 114 629	10 699 899 611	95,2 %	94,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action s'est exécutée dans un contexte caractérisé par: - la poursuite de la mise en œuvre des 03 CFPE ; - la poursuite du transfert des compétences et des moyens aux collectivités territoriales décentralisées ; - le démarrage du projet de construction et d'équipement de CFM et CFPS sur fonds C2D de 2^{ème} génération ; - le démarrage du projet de construction du Centre de Formation des Formateurs et de développement des programmes ; - la faiblesse des moyens budgétaires pour la coordination des activités.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Démarrage des activités de mise en place de centres de formations aux métiers (CFM) offrant des formations non agricoles en milieu rural sous le fonds C2D ; - L'élaboration de cinq nouveaux référentiels de formation professionnelle (Conducteur d'engins lourds de manutention, Coffreur-ferrailleur, Boulangerie-pâtisserie, Chocolaterie et Boucherie-Charcuterie) - Acquisition de six (06) kits de formation professionnelle (menuiserie, maçonnerie et industrie d'habillement) - Poursuite des travaux de construction et d'équipement des trois centres de formation professionnelle d'excellence (Sangmélima, Douala et Limbe) - Formation des 21 personnels administratifs en Corée du Sud - Connexion du CFPE Limbe au réseau électrique - Aménagement du site, pose de la première pierre et diverses démarches administratives en vue démarrage du projet de construction de l'Institut national de Formation des Formateurs et du Développement des Programmes de Yaoundé - Prise en charge du personnel formateur - Acquisition de 2470 tables bancs dans 52 SAR/SM - Construction de 21 salles dans 19 SAR/SM - Construction de 12 ateliers dans 12 SAR/SM - Poursuite de la mise en place du système de validation des acquis de l'expérience - Poursuite des travaux d'élaboration d'un plan prévisionnel local de formation professionnelle et de recyclage - Actualisation de la stratégie de la formation professionnelle - Production de 3900 exemplaires de référentiels de formation et des supports pédagogiques (Chocolaterie, Coffreur – ferrailleur, Boucherie – Charcuterie, Conducteur d'engin lourd de manutention, Boulanger – Pâtissier)								

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat technique en nette progression peut se justifier par : - mise en œuvre progressive d'un ensemble de réformes amorcées et qui visent l'amélioration effective du système de formation professionnelle ; - l'amélioration des plateaux techniques des structures publiques de formation professionnelle par l'acquisition des kits de formation ; - l'octroi des nouveaux agréments aux structures privées de formation professionnelle ; - augmentation des capacités d'accueil dans les structures publiques par la construction des salles de classe et d'ateliers ; - le faible rythme de collecte d'information du à la modicité des moyens dont disposent les responsables des services déconcentrés ; - la diminution de l'enveloppe dédiée aux bourses de formation professionnelle.
Perspectives 2015	Pour un meilleur résultat, nous prévoyons : - l'achèvement des travaux de construction et d'équipement des trois CFPE de Sangmélina, Douala et Limbe et leur opérationnalisation ; - poursuivre l'amélioration des infrastructures par la construction et l'équipement des salles de classe et des ateliers dans les structures publiques de formation professionnelle ; - poursuivre l'assainissement des structures privées de formation professionnelle ; - poursuivre l'amélioration des plateaux techniques par l'acquisition des kits de formation ; - l'organisation du forum national sur l'apprentissage

Action 02 AMELIORATION DE LA QUALITE ET DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE								
OBJECTIF	Améliorer la qualité et diversifier les modes de formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Taux de sortants des Centres de Formation Professionnelle insérés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013				70.83%	
	Valeur de référence:		34.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		42,50%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	324 000 000	324 000 000	316 113 443	316 113 443	297 622 793	308 110 326	94,2 %	97,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action s'est exécutée dans un contexte caractérisé par: - L'octroi des appuis aux structures privées de formation professionnelle ; - La diminution de l'enveloppe allouée aux bourses de formation ; - La difficulté de collecte d'information sur le suivi post formation ; - La difficulté de mise en place d'un partenariat Ecole-Entreprise ; - La prolifération des structures clandestines de formation professionnelle ; - La faiblesse des moyens financiers alloués aux services centraux et déconcentrés pour l'accompagnement à l'insertion des sortants du système de formation ; - La difficulté d'implanter les référentiels de formation sur toute l'étendue du territoire national ;							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Mise en œuvre de 05 référentiels déjà élaborés et meilleur suivi des activités pédagogiques dans les structures de formation publiques/privées ; - Coordination des activités au niveau des structures de formation publiques/privée; - Assainissement des structures privées de formation professionnelle ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat technique peut se justifier par : - La prospection de nouvelles filières de formation pour répondre aux besoins du milieu du travail ; - La poursuite de la mise en œuvre d'un système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) avec un rôle prépondérant des organisations professionnelles et des entreprises ; - La poursuite du développement du cadre de partenariat avec les entreprises ; - Un système d'évaluation et de certification de plus en plus en net amélioration et crédible.							
Perspectives 2015	- Mise sur pied d'un mécanisme de suivi de l'insertion des sortants du système de formation professionnelle ; - Renforcement des partenariats avec le système productif et les organisations professionnelles pour faciliter l'insertion. - Poursuite de l'élaboration des référentiels de formation selon l'Approche par Compétences ; - Poursuite de la politique d'octroi de bourses et de subventions ; - Poursuite de l'assainissement des structures privées de formation professionnelle par la fermeture systématique des structures clandestines ; - Formation des formateurs à l'Approche Par les Compétences ; - La mise en place d'un système de formation à distance pour augmenter l'accès aux formations et permettre la mobilité des formés.							

Action 03 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Améliorer l'accès à l'orientation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre des Structures d'Orientation Scolaire Universitaire et professionnelles créées et/ou agréées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 25%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		6.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	70 500 000	70 500 000	68 480 213	68 480 213	60 303 930	65 615 175	88,1 %	95,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte caractérisé par : - Le resserrement budgétaire alloué au Ministère, ce qui n'a pas permis d'étendre le maillage des COSUP aux autres régions et de développer l'orientation professionnelle ; - La priorité accordée à l'équipement des 2 COSUP déjà opérationnels en vue de leur fonctionnement optimal ; - La méconnaissance par les promoteurs privés et les clients de la formation professionnelle du rôle éminemment important de l'orientation professionnelle dans le processus de formation et de reconversion professionnelle.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Equipement des COSUP (Yaoundé et Douala) en tests psychotechniques - Finition des travaux d'aménagement des locaux du COSUP Douala - Acquisition de dix (10) ordinateurs complets au COSUP Douala - Participation du COSUP au PROMOTE 2014 - Prise en charge du personnel occasionnel dans les COSUP; - Organisation des ZOOM métiers par les COSUP Douala et Yaoundé.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Aucun COSUP créé, faute de budgétisation ; - Un cabinet psychotechnique privé agréé.								
Perspectives 2015	- Reformulation de l'indicateur en 2016 ; - Poursuite du maillage des COSUP dans les 8 autres régions ; - Poursuite de l'acquisition des tests psychotechniques ; - Renforcement des personnels en charge de l'orientation professionnelle ; - Octroi de nouveaux agréments aux cabinets privés d'orientation professionnelle.								

Action 04 AMELIORATION DE L'ACCES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Améliorer l'accès à la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'apprenants boursiers				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 163,71%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		216.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		350.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		573						
Indicateur	Intitulé:		Nombre de centres subventionnés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 34%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		34.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		34						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	222 000 000	222 000 000	222 835 000	222 835 000	207 135 000	185 835 000	93 %	83,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte caractérisé par : - La diminution de l'enveloppe allouée aux bourses de formation ; - La diminution drastique du nombre de jeunes bénéficiaires de bourses de formation ; - Le financement partiel des frais de formation des 530 jeunes retenus ; - L'abandon observé chez certains apprenants qui n'arrivent pas à payer la quote-part qui leur est demandé.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Octroi de bourses de formation professionnelle à 573 jeunes Camerounais ; - Octroi d'appuis financiers à 34 structures privées de formation professionnelle ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Comparativement aux résultats de 2013 nous sommes en baisse sur le nombre de bourses octroyées. Par conséquent le taux de réalisation technique peut se justifier par : - une mauvaise estimation de la valeur cible ; étant donné que le nombre de bourse octroyé en 2013 était d'environ 800 ; - le fait que le ministère ne prend plus en charge à 100% les frais de formation des boursiers, seul un certain pourcentage est supporté par le ministère et l'autre partie par le boursier.								
Perspectives 2015	- L'indicateur devra être reformulé en 2016 - Poursuite de l'opération d'octroi de bourse et d'appui en augmentant le nombre de bénéficiaires ; - Payer la totalité des frais de formation des bénéficiaires de bourse pour éviter le phénomène d'abandon ; - Prospector et octroyer des bourses et des appuis dans des filières porteuses.								

Action 05 AMELIORATION DE L'INFORMATION SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

OBJECTIF	Rendre disponibles les informations sur la formation professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications statistiques sur la formation professionnelle disponibles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 20%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		5.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		10.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	6 000 000	6 000 000	6 300 000	6 300 000	5 700 000	5 700 000	90,5 %	90,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte caractérisé par : - Le déploiement difficile des équipes dans certaines parties du territoire national dû à l'insécurité (précisément au grand nord) ; - L'insuffisance des moyens pour le déploiement des personnels de collecte pendant de longue durée								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Enquête en vue de la production de l'annuaire statistique ; - Elaboration et production de l'annuaire statistique ; - Renforcement des capacités des personnels sur la collecte d'information liée à la formation professionnelle								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La faible réalisation technique peut s'expliquer par : - La non budgétisation des quatre autres documents devant être produit.								
Perspectives 2015	- Renforcement des actions sur la collecte de l'information sur la formation professionnelle ; - Actualisation de la carte de formation professionnelle en 2015 ; - Production et diffusion de la carte de formation professionnelle en 2016 - Mise en place d'une plate-forme de coordination de l'ensemble de la formation professionnelle.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 454

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Responsable du programme

MONGLO Athanase
DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du MINEFOP vise l'amélioration de la coordination des services et la bonne mise en œuvre des programmes. Sa performance sera mesurée sur la base du taux de réalisation des activités budgétisés. La stratégie pour y parvenir consiste à coordonner et suivre la mise en œuvre des activités, réaliser des études stratégiques et de planifications, gérer la préparation et le suivi de l'exécution du budget et des marchés publics, améliorer le cadre de travail, gérer les ressources humaines, poursuivre l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les méthodes de travail, le contrôler et l'auditer les services, veiller au respect des lois et règlements, accroître la visibilité des activités du MINEFOP et s'assurer de la bonne gestion des ressources documentaires.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	85.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	90.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES Action 02: ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATIONS Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE Action 04: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 05: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 06: DEVELOPPEMENT DES TIC Action 07: CONTROLE ET AUDIT INTERNE Action 08: CONSEIL JURIDIQUE Action 09: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE Action 10: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	
DOTATIONS INITIALES	AE 3 194 100 000	CP 3 129 100 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MONGLO Athanase, DIRECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- Insuffisance des infrastructures et de mobilier ;
 - Manque d'automatisation des processus internes au MINEFOP
- Insuffisance de ressources.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

La stratégie de mise en œuvre du programme de gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur emploi et formation professionnelle, vise un meilleur fonctionnement et déploiement des services en vue de la mise œuvre efficace et efficiente des programmes opérationnels.

Il convient de relever que le fonctionnement des services centraux et régionaux est en bute à une série d'obstacles liés à une carence chronique des moyens budgétaires, logistiques et matériels, sur lesquels il serait superflu de revenir. Le rendement interne des structures centrales et déconcentrées prend un sérieux coût au regard des insuffisances en matériels et en infrastructures adéquats, du besoin sans cesse exprimé en matière de renforcement des capacités des ressources humaines. Parlant des structures déconcentrées, la situation n'est pas enviable. En effet, malgré une évolution exponentielle du taux de fréquentation de nos services déconcentrés et des effectifs au niveau des structures publiques de formation professionnelle qui ont bénéficié récemment des infrastructures et des équipements, la plupart de ceux-ci sont dans l'état de vétusté et d'obsolescence très avancée. On peut cependant relever qu'en plus du matériel roulant, déjà vétuste acquis par le Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel, seules quatre structures déconcentrées avaient été dotées de moyen de locomotion leur permettant de mieux remplir leurs missions de collecte de l'information sur le marché de l'emploi, de prospection des opportunités d'emploi, de régulation des migrations professionnelle et d'assainissement des activités de formation professionnelle et de placement de la main-d'œuvre.

En somme, il s'agit d'un tableau peu reluisant, reflet des dotations budgétaires très insuffisantes allouées au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle depuis l'année 2005, et qui sont en total déphasage avec la haute priorité accordée par le gouvernement à la question de l'emploi.

Face à ce diagnostic, l'objectif poursuivi par ce programme consiste au renforcement des capacités opérationnelles des services et à une amélioration de la gouvernance dans le domaine de compétence du MINEFOP et, partant, une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières.

Aussi, la mise en œuvre de ce programme passait à travers les actions visant :

- ü un meilleur pilotage et une bonne coordination des services grâce à une évaluation systématique des performances des services, le suivi de la feuille de route, la mise en place et la diffusion des normes et procédures de services, l'amélioration de la gestion du courrier, de l'accueil des usagers, du traitement des dossiers et de la lutte contre la corruption et le VIH-SIDA au sein des services ;
- ü l'amélioration du cadre de travail vie des personnels à travers la dotation des services en équipements et infrastructures adéquats ; l'on poursuivra les constructions de cases d'astreinte dans les zones rétrocédées, des délégations régionales et départementales et le développement de l'action sociale ;
- ü la redynamisation du système de collectes des données statistiques sur l'emploi et la

formation professionnelle en se dotant des moyens de locomotion et d'outils techniques modernes pour en faire un meilleur instrument d'aide à la planification, au pilotage et à la décision ;

- ü l'amélioration de l'information en direction des cibles du MINEFOP à travers la mise en œuvre d'un plan de communication adéquat ;

- ü la promotion de l'activité normative et de défense des intérêts de l'État en justice ;

- ü la consolidation du processus de planification, de programmation, de préparation et de suivi de l'exécution du budget à travers notamment un renforcement des capacités du Comité PPBS pour assurer une production efficace des documents (PAP, CDMT, PPA, RAP) de préparation du budget.

De ce fait, nous pouvons noter qu'au cours de l'exercice 2014 des actions ont été menées dans le cadre de ce programme par le MINEFOP, que nous allons aborder tant sur le plan technique que financier

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	105,21%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 134 125 373	CP 3 069 125 373
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 0	Ecart CP 0
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 987 927 281	CP 2 421 616 478
TAUX DE CONSOMMATION	95,3 %	78,9 %

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des structures							
Indicateur	Intitulé:		Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		83.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		85%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 185 500 000	1 185 500 000	1 194 946 032	1 194 946 032	1 194 946 032	666 357 191	100 %	55,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-La création de nouvelles SAR/SM ; -La poursuite de la mise en place de trois Centres de Formation Professionnelle d'Excellence (Limbé, Douala, Sangmélina), des Centres de Formation Professionnelle sectorielle etc.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Élaboration de la feuille de route ; -Préparation du budget ; -Tenue des réunions de coordination hebdomadaire ; -Organisation de la conférence annuelle des services etc.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-La création de nouvelles SAR/SM ; -La poursuite de la mise en place de trois Centres de Formation Professionnelle d'Excellence (Limbé, Douala, Sangmélina), des Centres de Formation Professionnelle sectorielle etc.							
Perspectives 2015	Une meilleur coordination et suivi des activités							

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES ET PLANIFICATIONS

OBJECTIF	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense								
Indicateur	Intitulé:		Documents de planification et de programmation produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		2.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	38 999 827	38 999 827	97,5 %	97,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	2 ^{ème} année de mise en œuvre du Budget Programme.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-PAP ; -CDMT								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Activité de routine incontournable dans la phase de planification -Maitrise de la logique du budget programme en matière de planification.								
Perspectives 2015	Améliorer la qualité du contenu des documents.								

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer la bonne exécution financière des programmes								
Indicateur	Intitulé:		Documents budgétaire et financier produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		2.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	140 500 000	140 500 000	141 000 000	141 000 000	127 485 482	128 572 795	90,4 %	91,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	2 ^{ème} année de mise en œuvre du Budget Programme.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Élaboration du Projet de Performance des Administrations (PPA); -Élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-Activité de routine incontournable dans la phase de planification -Maitrise de la logique du budget programme en matière de planification.								
Perspectives 2015	Améliorer la qualité du contenu des documents.								

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les structures des infrastructures et équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 65%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		85.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		65%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 200 100 000	1 135 100 000	1 142 667 585	1 077 667 585	1 041 560 946	1 041 001 153	91,2 %	96,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	-Insuffisance des infrastructures ; -Délabrement avancé des structures d'apprentissage								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Bâtiment de la DREFOP EST construit; -Clôture DREFOP Adamaoua construite ; -Mobilier de bureau dans toutes les 10 DREFOP et les 58 DDEFIP acquis - Acquisition de 16 pick-up et véhicules berlines -Acquisition de 88 ordinateurs complets etc.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	-La méthode de calcul n'avait pas tenu compte des enseignants des SAR/SM qui ont également besoin d'un poste de travail fixe ; -Insuffisance des ressources financières								
Perspectives 2015	Améliorer le taux de réalisation.								

Action 05 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroitre qualitativement les ressources humaines								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du cadre organique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 91,57%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		85.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		91,57%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	362 500 000	362 500 000	360 567 768	360 567 768	353 882 122	325 757 842	98,1 %	90,3 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en oeuvre de la réforme dans la gestion des ressources humaines pour un maîtrise du personnel de l'Etat et de la Solde.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-Assainissement du fichier solde et personnels ; -Elaboration du manuel de procédures de GRH ; -Evaluation et analyse des besoins de formation (plan de formation) ; -Prise en charge des affectations ; -Gestions administrative des personnels ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le résultat obtenu ne rend compte que du taux de couverture du cadre organique du plan quantitatif (nombre de postes de travail pourvus par rapport à ceux prévus par le cadre organique)								
Perspectives 2015	-Renforcement adéquat des capacités du personnel ; -Maitrise du fichier du personnel de l'Etat.								

Action 06 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du schéma directeur				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66,6%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		40%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	99 000 000	99 000 000	90 436 352	90 436 352	76 095 495	68 636 293	84,1 %	75,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Manque d'automatisation des processus internes au MINEFOP ; Ressources insuffisantes.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Elaboration du schéma directeur informatique ; · Extension de l'intranet du MINEFOP à la DREFOP Adamaoua ; · Acquisition 01 application de gestion électronique du courrier; 01 logiciel pour la numérisation du fichier du personnel 1365 cartes professionnelles informatisées produites etc								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités prévues n'ont pas été menées à 100%.cependant, le schéma directeur a été mis en œuvre.								
Perspectives 2015	Poursuite de l'extension de l'intranet du site web dans les DREFOP et les DDEFOP ; mise à jour permanente du site web, acquisition des applications spécifiques aux services.								

Action 07 CONTROLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de mission				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 30%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		5.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		20.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	28 000 000	28 000 000	25 873 100	25 873 100	23 973 072	23 507 072	92,7 %	90,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	insuffisance de ressources pour la mise en œuvre intégrale de l'action								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- l'investigation sur la régularité et les conditions de fonctionnement des centres privés de formation. Ces 05 rapports correspondent aux descentes effectuées dans 05 régions : Centre, Extrême-Nord, Littoral, Nord-Ouest et Ouest ; - l'évaluation de la performance et les conditions de fonctionnement des services déconcentrés (dans 04 régions : Centre, Extrême-Nord, Nord-Ouest et Ouest) les sessions consacrées à la définition des normes et procédures.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	l'insuffisance de ressources n'ont pas permis de couvrir toutes les régions à la fois. Ce qui donne à chaque fois un gout d'inachevé. En effet, beaucoup d'activités ont été certes réalisées, mais les évaluations ont été faites de manière parcellaire du fait de cette insuffisance de ressource.								
Perspectives 2015	- poursuite de la mise en œuvre d'une nouvelle IRR ainsi que de l'activité d'évaluation de la performance des services ; - poursuite également des activités de mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption à travers des cas de dénonciation								

Action 08 CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de projets de textes élaborés dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		75.0						
	Année cible:		2014						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	23 500 000	23 500 000	23 479 992	23 479 992	22 129 978	22 129 978	94,3 %	94,17 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'élaboration des textes permet de bien encadrer juridiquement les activités et de préserver les intérêts du MINEFOP en justice.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Mise en forme des conventions de partenariat favorable à promotion de l'emploi ; Avis du MINEFOP dans certains projets ; Suivi des intérêts du MINEFOP en justice et auprès des tiers ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Missions de descentes sur le terrain ; 02 textes élaborés (guide de l'usager et recueil des textes) ; 02 affaires abouties ; 04 affaires pendantes ;								
Perspectives 2015	Finalisation du Manuel de Procédures Administrative ; Poursuite de la défense des intérêts du MINEFOP en justice auprès des tiers ; Poursuite de la mise en forme des textes et conventions élaborés par les services techniques relevant du champ d'action du MINEFOP.								

Action 09 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUE

OBJECTIF	Accroitre la visibilité des actions menées								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 42%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		153.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		500.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		210						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	89 000 000	89 000 000	87 820 764	87 820 764	83 220 550	81 520 550	94,8 %	91,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Insuffisance de lisibilit2 par le grand public des missions du MINEFOP.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· stratégie de communication élaborée; 210 activités médiatiquement couvertes								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Insuffisances des ressources.								
Perspectives 2015	Actualisation du plan de communication et mise en œuvre.								

Action 10 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2013						
	Valeur de référence:		1.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		20						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	26 000 000	26 000 000	27 333 780	27 333 780	25 633 777	25 133 777	93,8 %	92 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Gestion du courrier; Archivage électronique du fichier du personnel.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Objectif était ambitieux pour une mise en œuvre annuelle								
Perspectives 2015	Extension du système à poursuivre								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Au terme de l'exercice, les prévisions pour l'année 2014 sont réalisées à près de 97,20%, soit 98,34% pour le budget de fonctionnement et 98,23% pour le budget d'investissement public hors mis les ressources extérieurs. Les crédits ainsi engagés ont servi à la mise en œuvre des programmes ci-après :

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

PROGRAMME 452 : PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Les dotations allouées à ce programme ont permis de conduire les projets destinés à mettre en place un cadre intégré et cohérent de promotion, de gestion de l'emploi et de la main-d'œuvre, aider les actifs à créer leur propre emploi et améliorer le niveau d'absorption du flux de main-d'œuvre et capitaliser le nombre d'emplois créés par l'économie nationale tout en mettant un accent sur la vulgarisation de l'approche HIMO. Dans cette optique, les activités ci-après ont été menées :

- une étude sur les créneaux porteurs d'emploi au Cameroun réalisée;
- une étude sur les profils d'emplois/métiers par zones agro écologiques (1ère phase pour une zone) réalisée ;
- les mécanismes d'incitation à l'emploi et validation des nouveaux dispositifs actualisés ;
- 260 microprojets de groupes et associations de femmes et des handicapés financés ;
- 300 microprojets de jeunes à travers le partenariat avec les communes signataires des conventions avec le PIAASI financés ;
- 560 emplois directs créés et 1680 emplois indirects, (ce qui donne un total de 2240) ;
- capacités techniques et managériales de 560 bénéficiaires de microcrédits renforcés ;
- 14036 travailleurs nationaux insérés dans les grands chantiers ;
- 03 Concertations avec les entreprises chinoises et 02 concertations avec VIETEL tenues ;
- L'élaboration du fichier de la main d'oeuvre expatriée au Cameroun ;
- 40 membres de l'équipe opérationnelle du MINEFOP formés sur la méthodologie d'élaboration du ROMEK et ROAME ;
- 30 responsables des ressources humaines des entreprises publiques et privées formés sur la GPEC ;
- 2 notes de conjoncture sur l'emploi élaboré pour le 2ème semestre 2013 et 1er semestre 2014 ;
- 5 cahiers de l'ONEFOP élaborés ;
- 1 rencontre thématique organisée ;
- un carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi organisé;
- un bilan emploi/formation élaboré et publié;
- 1 annuaire statistique 2013 sur l'emploi et la formation professionnelle produit ;
- Capacités des points focaux de l'ONEFOP renforcées sur le SIS.

PROGRAMME 453:DEVELOPPEMENT DE LA FORMATIONPROFESSIONNELLE,

Dans le cadre du développement de la Formation Professionnelle, le MINEFOP a réformé entièrement le Système de Formation Professionnelle et d'Apprentissage en améliorant la qualité de l'Offre de Formation professionnelle à travers la mise en place des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence, la réforme progressive des SAR/SM en Centres de Formation Professionnelle aux Métiers (CFM) en partenariat avec la France à travers les fonds C2D, la diversification des référentiels de formation. Ensuite en améliorant l'accès à l'orientation professionnelle par les Centres d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle de Yaoundé et de Douala. Enfin, en réhabilitant, en construisant et en équipant des structures de Formation Professionnelle et d'Apprentissage tout en mettant un accent particulier sur la formation des formateurs. Ces objectifs ont été atteints à travers la mise en œuvre des nombreuses activités dont :

- Travaux de construction et d'équipement des CFPE Sangmélina, Limbe et Douala étendus ;
- 78 Formateurs et 21 personnels administratifs formés ;
- Deux terrains acquis pour le CFS (Douala et Edéa) ;
- 01 site identifié pour le Centre de Formation aux Métiers (Bandjoun) ;
- nouveaux référentiels et documents d'accompagnements implantés et diffusés ;
- cinq nouveaux référentiels de formation professionnelle (Conducteur d'engins lourds de manutention, Coffreur-ferrailleur, Boulangerie-pâtisserie, Chocolaterie et Boucherie-Charcuterie) élaborés ;
- six (06) kits de formation professionnelle (menuiserie, maçonnerie et industrie d'habillement) acquis ;
- Poursuite des travaux de construction et d'équipement des trois centres de formation professionnelle d'excellence (Sangmélina, Douala et Limbe) ;
- 21 personnels administratifs formés en Corée du Sud ;
- CFPE Limbe connecté au réseau électrique ;
- 01 Site aménagé, pose de la première pierre et diverses démarches administratives en vue démarrage du projet de construction de l'Institut national de Formation des Formateurs et du Développement des Programmes de Yaoundé ;
- 2470 tables bancs dans 52 SAR/SM acquis ;
- 21 salles dans 19 SAR/SM construites ;
- 12 ateliers dans 12 SAR/SM construites ;
- Poursuite de la mise en place du système de validation des acquis de l'expérience ;
- la stratégie de la formation professionnelle actualisée ;
- Production de 3900 exemplaires de référentiels de formation et des supports pédagogiques (Chocolaterie, Coffreur – ferrailleur, Boucherie – Charcuterie, Conducteur d'engin lourd de manutention, Boulanger – Pâtissier)
- 05 référentiels élaborés mis en œuvre et suivi des activités pédagogiques dans les structures de formation publiques/privées ;
- COSUP (Yaoundé et Douala) équipés en tests psychotechniques ;
- travaux d'aménagement des locaux du COSUP Douala finis ;

- dix (10) ordinateurs complets au COSUP Douala acquis ;
- 02 zooms métiers par les COSUP Douala et Yaoundé organisés sur les métiers d'assurances et de la mer ;
- 573 de bourses de formation professionnelle octroyés aux jeunes Camerounais ;
- 34 structures privées de formations professionnelles appuyées financièrement.

PROGRAMME 454 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Les dotations allouées à ce programme ont permis d'assurer la coordination de l'action du MINEFOP, de mener les études stratégiques et d'améliorer la gestion financière tout en mettant un accent sur l'amélioration des conditions de travail du personnel, la sécurisation du patrimoine et l'évaluation du rendement du MINEFOP. Pour ce faire de nombreuses activités ont contribué à l'atteinte de ces objectifs, il s'agit :

- PAP 2015-2019 élaboré ;
- CDMT 2015-2017 élaboré ;
- Rapport Annuel de Performance (RAP) 2013 élaboré ;
- Projet de Performance des Administrations (PPA) 2014 élaboré ; Rapport Annuel de Performance (RAP) 2013 élaboré ;
- Projet de Performance des Administrations (PPA) 2014 élaboré ;
- Rapport de l'évaluation de la chaîne des résultats élaboré ;
- 03 DREFOP construites (Buea, Bertoua, et Maroua)
- Construction de la clôture de la DREFOP Ngaoundéré ;
- DREFOP Douala agrandie ;
- 04 DDEFOP construites ;
- 04 DDEFOP clôturées ;
- 01 groupe électrogène acquis ;
- 15 véhicules acquis ;
- 02 caméras ;
- 38 ordinateurs acquis ;
- 22 meubles d'archivage acquis ;
- 04 motos acquis ;
- 04 motos acquis ;
- Mobilier de bureau dans toutes les 10 DREFOP et les 58 DDEFOP acquis ;
- Un schéma directeur informatique élaboré ;
- Une Application de gestion de courrier acquise pour les services centraux ;
- site web du MINEFOP mis à jour ;
- 1365 cartes professionnelles informatisées du personnel produites ;
- 01 rapport élaboré relatif à l'évaluation de la performance et les conditions de fonctionnement des services déconcentrés ;
- mobilier de bureau dans toutes les 10 DREFOP et les 58 DDEFIP acquis ;
- 16 pick-up et véhicules berlines acquis ;
- 88 ordinateurs complets acquis ;

- 01 rapport d'étude d'extension des locaux sur site de la Rue CEPER disponible ;
- 03 DREFOP aménagées ;
- 09 DDEFOP aménagées ;
- 01 portail pour suivi en ligne des dossiers au MINEFOP mis en place ;
- 01 logiciel pour la numérisation du fichier du personnel.

3.2. LEÇONS APPRISES

Il y'a lieu de relever que de puis l'avènement du budget programme, l'élaboration des indicateurs de performance axés sur le résultat d'une administration n'est pas du tout aisée. A cet effet, nous avons constaté que la tenue de plusieurs ateliers portant sur l'examen desdits indicateurs est d'une importance capitale.

3.3. PERSPECTIVES 2015

Dans la perspective de réaliser la contribution du sous-secteur « emploi et formation professionnelle » en rapport avec les objectifs du DSCE, le MINEFOP se fixe comme objectif stratégique de contribuer à accroître l'offre d'emplois décents et le développement de la formation professionnelle à travers l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi et l'insertion professionnelle d'au moins 50 000 chercheurs d'emplois par an.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le MINEFOP envisage de mettre en œuvre, en 2015, trois programmes, dont deux opérationnels et un servant de support ci-après :

PROGRAMME 452 : PROMOTION DE L'EMPLOI DECENT

Les dotations de crédits prévus pour ce programme 452 permettront de conduire les projets destinés à mettre en place un cadre intégré et cohérent de promotion, de gestion de l'emploi et de la main-d'œuvre, aider les actifs à créer leur propre emploi et améliorer le niveau d'absorption du flux de main-d'œuvre et capitaliser le nombre d'emplois créés par l'économie nationale tout en mettant un accent sur la vulgarisation de l'approche HIMO. Pour atteindre ces objectifs, les projets majeurs suivants doivent être réalisés :

- Révision des textes juridiques sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- Appropriation des outils et vulgarisation des dispositions du décret fixant les conditions de recours et d'application des approches ;
- l'appropriation du guide pratique HIMO par les parties prenantes ;
- l'appropriation des mécanismes de mise en œuvre des approches HIMO ;
- Le financement des micro-projets, la formation et l'encadrement des acteurs économiques du secteur informel à travers le PIAASI ;
- le suivi du Recrutement des nationaux dans les grands chantiers de l'Etat ;
- l'assainissement des activités des entreprises de mise à disposition des personnels temporaires, occasionnels et saisonniers ;
- l'élaboration et vulgarisation du plan de Camerounisation des emplois dans les différents secteurs d'activité ;

- le contrôle de la situation de la main d'œuvre de nationalité étrangère dans tous les secteurs de production ;
- l'organisation de la revue de la coopération en matière d'emploi et de la formation professionnelle.
- l'organisation des concertations sectorielles ;
- la mise en place d'un cadre de concertation pour la promotion de la GPEC au Cameroun ;
- la mise en œuvre du projet « Train My Generation Funds » ;
- l'organisation du carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi ;
- la réalisation de l'enquête statistique sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- la production de trois cahiers de l'ONEFOP ;
- l'élaboration de l'Annuaire statistique sur l'emploi et la formation professionnelle 2014.

PROGRAMME 453 : DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans le cadre du développement de la Formation Professionnelle, le MINEFOP entend reformer entièrement le Système de Formation Professionnelle et d'Apprentissage en améliorant la qualité de l'Offre de Formation professionnelle à travers la mise en place des Centres de Formation Professionnelle d'Excellence, réforme progressive des SAR/SM en Centres de Formation Professionnelle aux Métiers (CFM), en partenariat avec la France à travers les fonds C2D, la diversification des référentiels de formation, l'amélioration de l'accès à l'orientation professionnelle par les Centres d'Orientation Scolaire, Universitaire et Professionnelle de Yaoundé et de Douala, la réhabilitation, la construction et l'équipement des structures de Formation Professionnelle et d'Apprentissage tout en mettant un accent particulier sur la formation des formateurs. Ces objectifs seront attend à travers la mise en œuvre des nombreux projets dont quelques-uns sont ci-dessous cités :

- La poursuite de la construction et équipement de 03 centres de formation professionnelle d'excellence sur prêt EDCF ;
- La poursuite de la mise en place de 02 centres de formation professionnelle sectoriels (CFPS) en maintenance industrielle, Transport/Logistique et Agro-industrie ;
- La construction et la réhabilitation des salles de classe dans quinze structures publiques de formation professionnelle ;
- La construction et/ou réfection des ateliers dans les structures publiques de formation professionnelle ;
- L'aménagement des locaux des services centraux et déconcentrés ;
- L'acquisition du mobilier de bureau pour les services centraux et 60 structures déconcentrés ;
- L'acquisition des kits de formation professionnelle dans les différentes filières ;
- Le renforcement des capacités du personnel à travers les bourses de stage et la formation continue.

PROGRAMME 454 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE DU MINEFOP

Le programme 454 du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est un programme support qui permet d'assurer une meilleur coordination des services et une mise en

œuvre adéquate des actions du ministère. Ainsi, la bonne exécution de ce dernier garanti une meilleur réalisation des programmes supports.

Les ressources prévues au niveau de ce programme permettront la réalisation des activités ci-après :

- la supervision et coordination des activités du MINEFOP ;
- l'amélioration des infrastructures des services centraux et déconcentrés du MINEFOP à travers :
 - o la construction de quatre (04) délégation régionales ;
 - o la construction de cinq (05) délégation départementales ;
- l'acquisition du matériel roulant pour les services centraux et déconcentrés ;
- l'équipement des services centraux et déconcentrés en matériel informatique ;
- l'équipement des services centraux, déconcentrés et l'antenne de l'ONEFOP en mobilier de bureau ;
- l'aménagement et entretien des locaux abritant les services centraux et certains services déconcentrés ;
- l'amélioration du fonctionnement de l'application SIGIPES par l'acquisition du matériel ;
- l'amélioration de la gestion du courrier par l'acquisition d'une application web pour la gestion intégré du courrier au MINEFOP ;
- l'élaboration du schéma directeur informatique ;
- le renforcement des capacités du personnel du MINEFOP ;
- l'assainissement des fichiers solde et personnel de l'Etat ;
- l'organisation des rencontres avec les centrales syndicales et associations des promoteurs des Centres de formation professionnelle ;
- la coordination et le suivi des activités des services centraux et déconcentrés ;
- la maintenance des installations et équipements du MINEFOP ;
- l'élaboration des instruments de suivi/évaluation ;
- l'élaboration du manuel de procédures administratives ;
- l'amélioration de la Planification et la budgétisation des activités du MINEFOP pour plus d'efficacité et d'efficience par la révision et élaboration du PAP et CDMT ;
- l'élaboration et suivi de l'exécution du budget programme ;
- la Gestion et suivi/évaluation des marchés publics ;
- l'organisation de la conférence annuelle des services centraux et déconcentrés ;
- l'amélioration de la lisibilité et la visibilité des actions du MINEFOP par l'animation du site web.